

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 54 (1962)
Heft: 7-8

Artikel: Le socialisme démocratique et le communisme
Autor: Meany, George
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385242>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

pement, de la décennie des Nations Unies pour le développement, des relations professionnelles, de la recherche dans le domaine du travail et surtout de la sauvegarde des droits des membres du Conseil d'administration d'exercer leurs fonctions.

Conclusions

Voilà un bilan sommaire extrêmement positif de la 46^e session de la Conférence internationale du travail.

La plus ancienne des institutions internationales, la plus efficiente aussi, se révèle plus nécessaire que jamais.

Le socialisme démocratique et le communisme

Par *George Meany*, président de l'AFL-CIO

Voici une traduction d'un article du grand leader syndical américain publié en février de cette année dans l'*American Federationist*. Il offre l'avantage de distinguer nettement entre le communisme totalitaire et le socialisme démocratique que certains persistent à confondre par intérêt ou aveuglement congénital. *Réd.*

Nous avons entendu ces jours-ci de nombreux propos émanant des partis de droite et condamnant le socialisme comme une forme de communisme. Ceci, malgré le fait que de nombreux pays soi-disant socialisants ont prouvé leur opposition sincère, déterminée et soutenue au communisme et à toute autre forme de dictature.

En tant que syndicalistes libres, nous l'AFL-CIO, nous appuyons loyalement les principes de la démocratie et rejetons toutes les formes de dictature. Pour nous, le totalitarisme est condamnable, qu'il s'agisse de communisme, de fascisme, de nazisme, de phalangisme, de castrisme ou de péronisme. Le mouvement des travailleurs américains ne doit rien à personne en ce qui concerne la vigueur et la consistance de son opposition à toutes formes de tyrannie. Notre mouvement syndical n'a jamais montré non plus une préférence quelconque pour une clique communiste par rapport à une autre. Nous ne voyons rien que du mal dans le communisme, que son porte-drapeau dictatorial soit Lénine, Staline, Khrouchtchev, Mao Tsé-Toung, Tito ou Castro.

Cependant, l'expérience nous a appris à éviter certaines fautes dangereuses dans la lutte contre le communisme. L'une de ces fautes qui est souvent commise par des anticommunistes sincères est de confondre tous les critiques de notre système économique avec les communistes qui n'ont d'autre but que la destruction totale de ce

système. Les opposants au communisme qui adoptent cette position rendent un grand service à la conspiration communiste lorsqu'ils assimilent les socialistes démocratiques et les autres critiques sérieux de notre système social avec les communistes en tant qu'ennemis de la liberté. Dans la situation actuelle du monde, confrontée avec le danger d'une agression soviétique, cette faute peut causer le plus grand tort aux forces de liberté et de paix.

Il n'est pas difficile de voir pourquoi les réactionnaires à tous crins, consciemment ou non, ont recours à l'idée de cet invraisemblable amalgame. Ils sont anxieux de préserver leurs privilèges. C'est la raison pour laquelle ils sont hostiles et résistent aux efforts que font les syndicats pour assurer aux travailleurs des conditions décentes de vie et de travail et une juste part du produit national. Pour la même raison, ils considèrent toute réforme sociale, dont le besoin est urgent, comme une menace au « bon vieux temps », peu importe si une telle réforme est susceptible d'améliorer et de renforcer notre monde libre.

Cependant, il est très regrettable que ceux qui tirent un certain orgueil en s'appelant eux-mêmes « libéraux » tombent dans la même erreur. Certains de ces libéraux individualistes n'ont que mépris pour les syndicalistes et les socialistes. Ils condamnent et rejettent les socialistes démocratiques, notamment lorsqu'il leur arrive à eux aussi d'être syndicalistes. Dans la meilleure hypothèse, un tel préjugé est basé sur l'ignorance ou bien sur la notion complètement injustifiée et dangereuse qu'ils peuvent parler au nom des travailleurs mieux que ne le peuvent faire les travailleurs eux-mêmes.

Le mouvement du travail libre américain croit à l'entreprise libre démocratique. Dans notre pays, l'expérience a montré qu'il était possible de promouvoir la liberté individuelle, la liberté humaine et le bien-être dans la grande masse du peuple par le système de la libre entreprise. De même, dans le cadre de ce système, le mouvement du travail américain peut – et il le fait – donner son appui aux mesures législatives, à l'action gouvernementale, aux projets et aux services établis dans l'intérêt du bien-être public, en se basant sur la théorie selon laquelle l'étude, dans un esprit progressiste, des mesures gouvernementales et de la situation dans les entreprises est de nature à renforcer et à stabiliser notre économie libre et permettre ainsi à cette dernière de mieux servir la société.

Ce ne sont pas seulement les travailleurs, mais aussi les employeurs, les fermiers et les autres éléments de notre société qui, de temps à autre, ont demandé qu'une action gouvernementale soit prise pour remédier au manque d'équilibre et à l'inéquité économique et pour éliminer l'injustice sociale dans notre pays. La déraison des réactionnaires est de cataloguer toutes les propositions de ce genre comme socialisantes. Tout véritable libéral admettra qu'il serait stupide de mettre en doute et de s'opposer à des réformes

nécessaires, surtout parce que les socialistes les ont admises et appuyées.

Le dernier inventaire fait par le Congrès a révélé qu'au 30 juin 1961 l'avoir du gouvernement des Etats-Unis en propriétés immobilières et personnelles, très fortement sous-estimées, se montait à 282,932 milliards de dollars. Ce chiffre représente une plus-value de 6,970 milliards de dollars par rapport à l'année précédente. Cette richesse sociale américaine est très probablement plus grande que la richesse totale contrôlée par la dictature communiste des Soviets qui se qualifie elle-même de socialiste. Cette vaste richesse sociale américaine n'a pas rendu notre mode de vie démocratique et nos institutions moins vitales ou moins solides. La vitalité croissante de la démocratie américaine se manifeste aujourd'hui par un contraste plus marqué que jamais avec la dictature que Khrouchtchev essaie de moderniser et de normaliser.

Nous ne pourrions jamais assez souligner que la raison essentielle pour laquelle les principes attachés à la démocratie s'opposent au communisme et à toute autre forme de dictature réside dans le fait que de tels systèmes despotiques détruisent la dignité individuelle, la liberté humaine et le bien-être. Les formes économiques ne sont pas le facteur décisif.

Toute personne qui croit en la démocratie et à la dignité humaine doit distinguer très nettement les socialistes démocratiques et les communistes totalitaires. Point n'est besoin d'adopter les doctrines du socialisme démocratique pour se rendre compte que ses adhérents sont de vrais démocrates qui sont les ennemis du communisme et de toutes les formes de dictature sans qu'il soit question de transiger. En fait, les socialistes démocratiques ont souvent partagé avec les syndicalistes libres l'honneur d'être considérés comme la première et la plus importante cible par les communistes; ces derniers ont exercé contre eux de l'hostilité et des persécutions et se sont livrés envers eux à tous les abus. Nous n'avons pas besoin de citer ici la dernière campagne communiste de terreur, de bombardement et de meurtres au Venezuela.

Il importe peu de savoir dans quelle mesure nous ne partageons pas certaines des doctrines économiques des socialistes, nous devons reconnaître qu'ils croient en la démocratie et qu'ils la soutiennent. D'autre part, les communistes qui haïssent et méprisent la démocratie utilisent ses institutions et procédures dans le but de la détruire complètement. Les communistes qui vivent dans le monde libre peuvent parler tant qu'ils le veulent au sujet de la nécessité d'avoir des droits égaux. En réalité, le seul droit qui les intéresse est celui de travailler à la destruction de la démocratie et à son remplacement par ce qu'ils appellent une « dictature prolétarienne » – qui est actuellement une dictature absolue du Parti communiste sur les travailleurs et la nation.

Aux Nations Unies et dans leurs institutions essentielles telles que l'Organisation internationale du travail, les socialistes démocratiques – et plus particulièrement les socialistes syndicalistes – ont rendu souvent les plus grands services à la cause de la liberté humaine. Ils ont contribué à battre en brèche les tentatives communistes pour s'infiltrer et paralyser ces institutions dans l'intérêt de l'impérialisme soviétique.

Et qui peut nier le magnifique service qu'a rendu à la liberté humaine et à la paix du monde le socialiste Paul-Henri Spaak lorsqu'il était secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord?

En France, en Allemagne, en Autriche, dans les Pays scandinaves et dans d'autres pays, les socialistes démocratiques, au côté des autres forces démocratiques, ont magnifiquement soutenu le mouvement syndical libre dans ses efforts pour promouvoir la justice sociale, la dignité humaine et la liberté.

Dans la Confédération internationale des syndicats libres, la non socialiste AFL-CIO a travaillé étroitement avec les syndicalistes sociaux-démocrates pour construire une barrière efficace contre le communisme et les autres dictatures.

L'expérience a appris aux syndicalistes libres de tous les pays que les communistes considèrent toujours les syndicats essentiellement comme des instruments permettant de promouvoir les buts et les intérêts communistes et de faire progresser la dictature totalitaire de leur parti sur le monde du travail et sur toute la société. Les communistes de tous genres et de toutes factions suivent servilement les ordres de Lénine d'« accepter tous les sacrifices quels qu'ils soient... de recourir à toutes sortes de stratagèmes, de manœuvres, de méthodes illégales et de subterfuges, afin de noyauter les syndicats, de rester membres de ces syndicats et d'y propager une action communiste à tout prix ». Se rendant compte de ce rôle des communistes, le premier CIO a chassé de l'organisation, il y a des années, les syndicats contrôlés par les communistes et a déclaré ce qui suit:

« Le but du Parti communiste est de promouvoir les intérêts de l'Union soviétique... Bien que le Parti communiste ait déclaré être le champion du syndicalisme et de l'organisation des travailleurs, il a toujours agi dans le but de propager l'action communiste dans les syndicats et de pervertir la politique syndicale pour le plus grand avantage de l'Union soviétique. Le Parti communiste... ne croit pas aux syndicats. Il croit à l'usage qu'il peut en faire pour servir les desseins de l'Union soviétique... Lorsque les communistes arrivent à contrôler un syndicat, inévitablement ce dernier ne devient rien de plus qu'un instrument robot du mouvement communiste mondial, les intérêts sociaux et économiques des travailleurs du syndicat étant sacrifiés aux intérêts de la politique étrangère de l'Union soviétique. »

Nous, syndicalistes, avons appris toute notre vie à faire une distinction nette entre, d'une part, les communistes, que nous considérons comme des ennemis mortels de la démocratie et, d'autre part, les démocrates sociaux, que nous jugeons comme des partisans loyaux de la démocratie. Pour tenir compte des réalités et être efficaces, les libéraux doivent accueillir favorablement la coopération des socialistes démocratiques, des syndicalistes socialistes et de toutes les autres forces véritablement démocratiques dans la lutte contre le communisme considéré comme un fléau mortel pour la dignité humaine, la liberté et la paix mondiale.

Les forces puissantes du communisme totalitaire auxquelles nous devons nous opposer aujourd'hui impliquent des efforts coordonnés par tous ceux qui croient à la liberté humaine considérée comme un élément de base pour un monde axé vers le progrès et la paix.

Vers une école romande

Par *Claude Roland*

La Société pédagogique romande a consacré l'essentiel de son 30^e congrès, qui s'est déroulé à Bienne les 23 et 24 juin dernier, aux problèmes de l'harmonisation des structures et des programmes scolaires dans nos différents cantons romands.

Nos lecteurs se souviendront que la *Revue syndicale suisse* avait traité de ces questions majeures dans le numéro de janvier 1962. Robert Deppen, alors secrétaire romand de la VPOD, avait introduit le sujet sous le titre: « Le syndicalisme et l'avenir des jeunes ». M. J.-P. Rochat, instituteur de Blonay, qui rédigea le substantiel et passionnant rapport soumis au congrès de la Société pédagogique romande de cette année, avait lui-même posé le problème dans toute son ampleur sous le titre: « Vers une école romande. »

Au cours d'une conférence de presse préliminaire, M. J.-P. Rochat, de la Société pédagogique romande, avait attiré l'attention sur la situation scolaire particulière en Suisse, caractérisée par une autonomie cantonale presque absolue. Les dispositions fédérales ne limitent en fait les cantons qu'en ce qui concerne l'éducation physique et l'obtention des certificats de maturité.

Jusqu'à un passé récent, les avantages de ce système l'emportaient sur les inconvénients, constata objectivement l'orateur.

La situation est différente aujourd'hui. L'industrie essaime partout. Les innovations techniques abolissent les distances. L'Ecole polytechnique de Lausanne réunit les futurs ingénieurs de toute la Suisse romande. Enfin, la radio tisse une chaîne d'intérêt, de